



Dans l'Éducation nationale : moyens, salaires, conditions de travail, toutes et tous en grève le 31 mars !

Depuis plusieurs mois, nos organisations FSU, UNSA Éducation, CFDT Éducation Formation et Recherche Publiques, CGT Educ'Action, SNUDI-FO56 et SUD Éducation dénoncent **les choix budgétaires du gouvernement : suppressions d'emplois et blocage de toute revalorisation salariale. Ces choix ne peuvent que dégrader encore davantage un service public d'Éducation déjà exsangue.**

Sans surprise, les suppressions d'emplois produisent les effets annoncés et redoutés. **Dans le second degré, où les opérations de préparation de rentrée sont bien avancées, le constat est sans appel : suppressions de divisions qui entraînent une augmentation des effectifs dans les classes, réduction de l'offre de formation, complément de service, contractualisation en hausse... Les vies scolaires sont particulièrement asphyxiées par 5 années de suppressions de postes, le manque de moyens dégradant toujours plus le climat scolaire des collèges et lycées.** Tout montre que le second degré paye, encore, un lourd tribut aux choix budgétaires et politiques faits par le ministre et le gouvernement.

Dans le département, le groupe de travail a, cette année encore, lieu après la présentation des postes enseignants ouverts au mouvement. Le bilan actuel est de 36 suppressions, pour seulement 21 créations. 27 postes sont neutralisés, mettant ainsi à mal la mobilité des personnels.

Dans le premier degré, le projet de carte scolaire s'opère et elle va s'accompagner de l'annonce de très nombreuses fermetures de classes sur le département, avec le développement des PAS comme unique réponse à l'école inclusive, sans moyens spécifiques. Nos organisations alertent déjà sur les difficultés liées au remplacement ou à l'école inclusive, que vont amplifier de nouvelles coupes budgétaires. Contrairement à ce qui est annoncé, la baisse démographique doit être une opportunité pour faire baisser de manière significative le nombre d'élèves par classe et donner de réels moyens pour une école de toutes et tous tout en prenant en considération les spécificités départementales (concurrence forte du privé confessionnel, élèves à besoins particuliers, milieu rural, enseignement de langue régionale)...

Nous dénonçons ce budget 2026 synonyme de dégradation des conditions de travail, de poursuite du déclasserement salarial de nos professions et de mise à mal des ambitions émancipatrices du service public d'Éducation. Nous dénonçons la vision budgétaire et court-termiste du gouvernement : **la variable démographique ne peut être la boussole principale des choix en matière de moyens pour l'Éducation nationale. Cette fuite en avant, doit cesser. Nous alertons dès maintenant sur la nécessité de préserver l'Éducation nationale dans le prochain budget.**

Dans l'action !

Pour dénoncer et refuser les suppressions d'emplois de la rentrée 2026 et leurs conséquences, exiger un budget 2027 avec des mesures de créations d'emplois et de revalorisation salariale sans contreparties, **la FSU, l'UNSA Éducation, la CFDT Éducation Formation et Recherche Publiques, la CGT Educ'Action, SNUDI-FO56 et SUD Éducation appellent à une journée de grève le mardi 31 mars 2026 et à la mobilisation par la manifestation sur Vannes à 10h30 devant l'INSPE de VANNES 32 Avenue du Président Franklin Roosevelt.**

Nos organisations continuent le travail en intersyndicale pour exiger des moyens et d'autres choix budgétaires pour le service public d'Éducation et les personnels.